

Comité Directeur

28 Août 1991

Intervention de Pierre Mauroy

Chers Camarades,

Aucun d'entre vous n'a été surpris de la convocation rapide de cette réunion exceptionnelle du Comité Directeur, des groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, et de la délégation française au Parlement Européen. Elle s'imposait mercredi dernier compte tenu de la nature et de l'importance des événements en URSS. Elle s'impose encore avec les répercussions de ce séisme politique sur le Parti Communiste français.

Dès le 19 août, j'ai immédiatement, comme Premier Secrétaire, condamné le coup d'Etat avec la plus grande fermeté.

et j'ai persisté pendant les trois jours du coup d'Etat, avec l'active collaboration de Gérard Fuchs et du Secteur International et le concours des membres du Bureau Exécutif présents mercredi dernier ;

nous avons qualifié le coup d'Etat de putsch réactionnaire ;

nous avons exigé la restauration des pouvoirs légaux et donc le retour au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev ;

nous avons soutenu le combat de Boris Eltsine, héros de la résistance populaire ;

nous avons par deux fois porté une lettre de protestations à l'Ambassade d'Union Soviétique , et avons été reçus par l'ambassadeur ;

nous avons constitué une délégation pour l'URSS et demandé des visas pour soutenir ceux qui menaient le combat pour la liberté ;

nous avons préparé une vaste opération de soutien à la démocratie en URSS ; (pages dans les quotidiens plus manifestation à Paris).

Par ailleurs nous avons demandé une réunion de l'Internationale Socialiste qui devait se tenir samedi dernier à Berlin ;

Nous avons enfin convoqué une réunion exceptionnelle du Comité Directeur et des groupes parlementaires pour aujourd'hui.

Fort heureusement l'échec du putsch nous a arrêtés dans notre élan. Et nous avons maintenant la tâche de poursuivre l'explication entamée comme d'approfondir notre analyse sur les événements.

A l'unanimité, le Bureau Exécutif a, ce matin, soutenu ces initiatives. Gérard Fuchs soumettra tout à l'heure un texte à votre approbation.

Nous avons dès le départ soutenu Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine. Mais je dirai que bien plus que des personnalités, si prestigieuses soient-elles, nous avons voulu soutenir les principes qui sont les nôtres, les valeurs qui sont les nôtres, la démocratie, la liberté, sans lesquelles il ne peut pas y avoir de socialisme.

Nous avons soutenu, dis-je, Mikhaïl Gorbatchev. Comme nous n'avons pas cessé de le faire depuis cinq ans. Comme n'a cessé de le faire le Président de la République, François Mitterrand. Comme n'ont pas cessé de le faire les gouvernements français successifs, ceux de Laurent Fabius, Michel Rocard et maintenant Edith Cresson.

Le moment est-il venu de dresser l'extraordinaire bilan de Mikhaïl Gorbatchev ?

A l'extérieur, le retrait d'Afghanistan, le désarmement, les révolutions de l'Est, la réunification allemande et la coopération avec la communauté internationale qui a permis de surmonter la guerre du Golfe, et a marqué la rupture avec l'ancien ordre international.

A l'intérieur, la construction de l'Etat de droit, le développement du multipartisme, les progrès des libertés publiques, et notamment de la liberté de la Presse. Je ne suis pas exhaustif, et excusez du peu !

Sans Gorbatchev rien n'eut été possible. Chacun imagine le courage et la détermination dont il a fallu faire preuve au milieu des années 80 pour imposer une ligne de démocratisation à un appareil qui restait largement dominé par les brejnéviens.

En dépit de ses immenses difficultés, la pérestroïka a largement produit ses effets. L'échec du coup d'Etat lui-même, l'apparition d'une société civile, l'aspiration démocratique du peuple, montrent combien la société soviétique s'est transformée depuis 1985.

N'oublions pas que Mikhaïl Gorbatchev a toujours gouverné sous surveillance (rappel du voyage de Pierre Mauroy à Moscou en septembre 87, limogeage de Ligatchev).

En soutenant comme nous l'avons fait Mikhaïl Gorbatchev, nous pouvions encore penser qu'il serait capable de réformer le communisme de l'intérieur. Mais l'Histoire a tranché sous nos yeux une question que nous nous posions tous et dont les réponses se partageaient entre optimistes et sceptiques : le communisme peut-il se réformer de l'intérieur ?

Aujourd'hui les faits parlent. Davantage encore qu'un pouvoir, c'est tout un système idéologique qui s'écroule, faisant de nous les premiers socialistes depuis 70 ans à vivre dans un monde sans communisme. J'anticipe à peine ... Quelle responsabilité pour nous socialistes ! Bien sûr que nous l'emportons sur le débat de 1920, mais nous ne reprenons pas l'Histoire au congrès de Tours. Presqu'un siècle s'est écoulé et nous devons préparer la suite.

Comment agir dans cette période ? Voilà notre préoccupation d'aujourd'hui. Elle demeurera celle des prochaines semaines, des prochains mois, même des prochaines années

Voilà pourquoi face à de tels enjeux c'est toute la classe politique française qui a d'énormes responsabilités. Voilà pourquoi j'ai regretté le débat franco-français et les récents excès verbaux de la Droite.

L'anti-communisme était la bonne vieille recette de la droite lorsqu'elle n'avait plus rien à dire. Qu'elle en soit persuadée, désormais, c'est avec le socialisme de la liberté et du progrès social qu'elle aura partout à débattre.

Quel avenir pour l'Union Soviétique ? Quelle aide économique ? Quelles conséquences idéologiques ? Quels prolongements politiques ? Telles sont les quelques questions que j'aborde maintenant.

Quel avenir pour l'Union Soviétique ?

L'éclatement d'un empire est aussi porteur de menaces et la réponse est essentiellement politique. Je constate d'ailleurs qu'après l'engouement un peu naïf des premiers jours, le climat se transforme rapidement.

Il y a certes des indépendances qui s'imposent. Tel est à l'évidence le cas des pays baltes dont nous n'avions jamais accepté l'annexion et qui ont été reconnus hier par les douze pays de la Communauté européenne. Tel est aussi peut être le cas d'une république comme la Moldavie qui a toute une histoire avec la Roumanie.

Mais nous devons être très attentifs sur cette question. Nous ne devons pas nous laisser emporter et encourager les indépendances, mais au contraire, continuer à encourager les efforts communs de Mikhaïl Gorbatchev et sans doute de Boris Eltsine, pour maintenir une union.

Les suites du Congrès de Vienne, du Traité de Versailles et la multiplication récente des conflits entre l'Union et les républiques fédérées montrent combien il est difficile de concilier le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec les réalités politiques, économiques, et avec la garantie de la sécurité donc de la paix.

Après 70 ans d'affrontements larvés et de déplacements autoritaires, le problème des républiques est sans doute devenu le plus aigu pour la survie d'une Union Soviétique qui n'était fédérative que de nom.

Le renforcement des pouvoirs de Mikhaïl Gorbatchev allait dans le sens de la démocratie, puisque c'est lui qui incarnait et portait les réformes. Mais il est vrai que, dans le même temps, ce renforcement se faisait au détriment des républiques, exacerbant ainsi les revendications indépendantistes naissantes.

Contradiction peut-être majeure car, à l'évidence, une profonde décentralisation constitue le facteur le plus sûr d'une démocratisation réelle et le moyen le plus efficace pour sécréter des élites nouvelles, mais à l'évidence aussi, une évolution non maîtrisée comporterait des risques explosifs et nous ne devons pas souhaiter l'écèlement de l'empire en tout cas d'une nouvelle union..

Mikhaïl Gorbatchev a fait part de son souhait de rediscuter des termes de ce Traité et d'aboutir au plus vite. Nous devons souhaiter qu'il réussisse, et sur ce point, je comprends la grande prudence des Etats-Unis et de Georges Bush.

La France, située là où elle est, dans le Finistère européen, n'aurait rien à gagner d'une balkanisation de l'URSS qui déplacerait vers le Danube l'équilibre européen.

Ce n'est pas un caprice de l'histoire que l'amitié séculaire entre la France et une Russie qui dominait l'est du continent. Elle correspondait à des équilibres européens que la géographie tout autant que l'histoire imposaient. Quel sera l'avenir, cest à nous d'y penser et de l'organiser .

L'exemple dramatique de la Yougoslavie ou la question du contrôle des armements nucléaires militent bien entendu dans le même sens. En dépit des événements de ces derniers jours, je pense que l'éclatement n'est pas inévitable et nous pouvons souhaiter que les démocrates s'entendent sur une répartition originale des pouvoirs entre le centre et les républiques.

Ai-je besoin d'ajouter que je regrette le faux débat dont les responsables politiques français ont parfois le secret ?

Fallait-il soutenir Boris Eltsine ? C'est vrai qu'il a inspiré des réticences. Mais pas seulement en France ! L'Allemagne ou les Etats-Unis n'ont pas eu une autre attitude, tout simplement parce que à cette époque Boris Eltsine menaçait la perestroïka.

Mais depuis lors, Boris Eltsine a été élu au suffrage universel Président de la Russie, il a coopéré avec Mikhaïl Gorbatchev et surtout il a héroïquement incarné la résistance et pris une nouvelle dimension. Voilà pourquoi dès le 20 août j'ai salué, comme vous tous, le combat de Boris Eltsine.

Et plutôt que de lancer cette polémique sur les hommes, la droite aurait mieux fait de défendre la démocratie et tous les hommes qui l'incarnent c'est-à-dire aussi bien Boris Eltsine que Mikhaïl Gorbatchev.

Aujourd'hui, l'essentiel c'est que leur combat soit complémentaire, car telle est la condition de la marche vers la démocratie. Et puisqu'une élection présidentielle doit avoir lieu après la signature du traité de l'Union, laissons au suffrage universel le soin de trancher.

Quelle aide économique ?

Ne faisons pas porter le débat longuement sur ce sujet. Le Président François Mitterrand a été le premier à soutenir l'aide économique conséquente à l'URSS. Il a été longtemps à l'avant-garde et a cherché à vaincre les réticences de ses collègues lors de la réunion de Londres en juillet dernier.

Plus qu'un débat sur les modalités, il faut se mettre d'accord sur le montant le niveau de l'aide globale à apporter aux Soviétiques

Quelles conséquences idéologiques ?

Bien entendu, l'échec du coup d'Etat en URSS et ses conséquences, ne concernent pas seulement l'Union Soviétique. Moscou était en effet le creuset et le symbole du communisme international. Et en accélérant vertigineusement le processus qu'ils voulaient arrêter, les auteurs du coup d'Etat du 19 août ont provoqué un immense séisme idéologique.

On peut toujours dire, et c'est vrai, que le communisme était déjà bien chancelant et depuis des années. En Amérique latine, le souvenir de Che Guevara s'est perdu dans les Andes. En Afrique, il avait fait la preuve de son inefficacité et de ses dangers. En Europe Centrale et Orientale, il a partout et sans équivoque été rejeté.

Et pourtant, même si l'URSS n'était plus un modèle, et le PC soviétique la référence, il est clair qu'une nouvelle ère commence.

Allons-nous vivre désormais dans un monde sans idéologie, régi par le seul marché, à la fois instrument et symbole de la démocratie ? C'est aujourd'hui l'illusion de beaucoup de pays qui accèdent à la liberté et, par un retour de balancier peut-être inévitable, l'avenir dans la confusion politique et à court terme de l'Union Soviétique.

Il n'y a jamais de fin de l'histoire. Il y aura fatalement des idéologies de remplacement ; elles peuvent être des formes de populisme, des formes d'intégrisme. Elles peuvent être aussi, et je le crois fermement, portées par les valeurs qui sont les nôtres.

Et d'une certaine manière l'impossibilité du communisme de se réformer de l'intérieur étant désormais avérée, la social-démocratie se retrouve maintenant pour la première fois dans un face à face avec le capitalisme.

Il nous appartient de faire de cette nouvelle étape "la social-démocratie maître de l'heure".

A voir l'importance des demandes d'adhésion à l'Internationale Socialiste ces dernières années, la social-démocratie porte les espoirs, non seulement de l'Europe, mais du monde entier.

Ce combat, nous pouvons le mener dans une clarté plus grande que par le passé. Nous n'avons plus à nous situer entre deux modèles qui n'ont jamais été les nôtres.

Nous avons à bâtir le socialisme de la liberté et du progrès social.

C'est d'ailleurs le débat qui nous attend à l'occasion de notre Projet et de notre Congrès de la fin de l'année.

Les prolongements politiques

Mais aujourd'hui, nous avons à nous situer par rapport à un Parti Communiste qui n'a pas été suffisamment clair pendant le coup d'Etat, mais qui surtout se trouve rattrapé par l'histoire et pris dans son engrenage.

Je l'ai dit : si le Parti Communiste veut survivre, il doit changer. Je pense que vous approuvez les déclarations que j'ai été amené à faire. Il doit changer d'autant plus vite et d'autant plus fort qu'il a , à la différence du Parti Communiste italien par exemple, trop longtemps résisté.

Soyons justes. Il est vrai que le Parti Communiste s'est évadé depuis plusieurs années du modèle soviétique.

Il n'empêche que le centralisme démocratique demeure toujours son credo et que le Parti Communiste n'a pas réussi sa mutation. Par deux fois au moins, il n'a pas su saisir les occasions que lui offrait l'Histoire.

Le programme commun de 1971 a ainsi buté sur sa réactualisation en 1977. La participation communiste au gouvernement s'est, de la même manière, achevée en 1984.

Et, plus récemment encore, dès le changement de gouvernement et l'arrivée à Matignon d'Edith Cresson, Georges Marchais avait la possibilité d'affirmer son attachement au rassemblement de la Gauche - je ne parle plus d'union ! - et de le traduire dans sa démarche politique et parlementaire .Il a préféré rester dans son pré carré. Il y est.

Le changement, le feront-ils autrement que par un ravalement de façade ? Je l'ignore et de toutes façons, nous ne devons pas nous polariser sur cette question. L'essentiel est pour nous de savoir de quelle manière rassembler l'ensemble de la Gauche. Tel est l'objectif. Je l'ai énoncé dès le départ. Cela me vaut un début de controverse même avec Félix Damette. Ce qui montre bien que la tâche sera difficile . C'est-à-dire qu'il ne suffira pas d'ouvrir la porte pour régler ce problème. La porte a toujours été ouverte !

J'admire la manière dont certains demandent la rupture avec le Parti Communiste. Nous en avons discuté au Bureau Exécutif ce matin. Et l'avis exprimé par Bernard Poignant dans Le Monde d'hier est apparu à tous comme beaucoup trop rapide.

Ils s'illusionnent, ceux qui pensent pouvoir si aisément capter l'électorat du Parti Communiste. Soixante dix ans d'action politique ne s'effacent pas en un jour, ni même en une année. Pour des milliers de militants mais aussi pour des millions de Français, il existe, il existera longtemps encore, une culture communiste, en tous cas des réflexes, des habitudes, une certaine manière de penser l'évolution du monde.

A ces militants, en particulier, le Parti Socialiste est ouvert, comme il l'a d'ailleurs toujours été. Certains communistes nous ont rejoints à partir d'événements historiques qui condamnaient cette idéologie. Mais ces hommes sont venus à nous le plus souvent minoritaires, n'emportant pas l'adhésion de ceux qui, pourtant, partageaient, au sein du PC, leur condamnation des événements. On peut le regretter, mais c'est un fait. Il ne suffit pas de décréter que le Parti Socialiste est aujourd'hui le parti de la Gauche tout entière, il faut ensemble en créer les conditions. Ce sera long et difficile. Mais c'est une tâche exaltante !

Et je ne veux même pas parler de considérations électorales qui ouvrent des interrogations plus concrètes et plus immédiates, même si depuis longtemps le rassemblement à gauche ne passe par seulement par des accords d'appareils.

C'est dans la dynamique que nous retrouverons la force de ce rassemblement. La dynamique du Projet, d'abord. Et le hasard du calendrier fait bien les choses.

Notre Congrès de la fin de l'année prend désormais un éclat exceptionnel. Si nous savons trouver les idées concrètes et la démarche correspondant à une telle période, alors, oui, nous serons en mesure de rassembler et de devenir ce grand parti social-démocrate ouvert et capable de mobiliser dès le premier tour plus de 30 % de l'électorat.

L'histoire tourne, et avec quelle brutalité, une page qui n'était pas la nôtre. Une page, que depuis 1920 nous condamnions. Une page dont nous avons dénoncé les souffrances, l'arbitraire, le totalitarisme. Nous avons lutté contre le goulag. Nous avons dénoncé les condamnations. Edith Cresson a eu raison de rappeler que c'est François Mitterrand lui-même qui, au Kremlin, face à Brejnev, avait protesté contre la mise en résidence surveillée de Sakharov.

Une page blanche s'ouvre désormais. Le temps de la social-démocratie peut commencer. C'est l'immense responsabilité qui repose désormais sur nous. A nous d'affirmer son identité et son ambition.

En 1920 nous avons vécu avec les communistes une rupture idéologique. En 1971, le nouveau parti socialiste et le PCF ont conclu des accords programmatiques et électoraux. Le temps a passé.

L'histoire vient de trancher les divergences idéologiques et de donner raison aux sociaux-démocrates. Aux communistes français d'en tirer les conséquences rapidement. Faute de quoi il nous appartiendrait de nous en expliquer devant les militants et devant les électeurs qui sont, nous le savons bien, les électeurs de gauche.

C'est dire que ces graves événements qui sont aussi la traduction d'un immense succès pour nos idées que nous prenions nos dispositions pour être le grand parti de la Gauche. C'est nous qui devons assurer la primauté même si d'autres formations peuvent exister. Cette analyse, mais aussi ces interrogations, il nous appartenait de les présenter avant d'ouvrir la porte toute grande à la social-démocratie qui est la nôtre.